

Le mardi 7 février 2012,

Communiqué

Guillaume Bachelay,

Secrétaire national à l'industrie, aux entreprises et aux nouvelles technologies

Déficit commercial record en 2011 : l'urgence d'un pacte productif pour la France

Les mauvaises nouvelles s'accumulent pour l'économie française. Le solde commercial publié aujourd'hui montre un nouveau déficit record à 69,6 milliards d'euros pour 2011.

Face à une dégradation sans précédent, le gouvernement sortant plaide laborieusement que la situation est moins mauvaise que si elle était pire. En réalité, ce résultat signe l'échec des politiques publiques menées depuis 2002, période où notre pays dégagait un excédent commercial. Malgré les efforts de nos entreprises à l'international, la stratégie poursuivie par la droite depuis dix ans a enfermé notre production dans des secteurs à faible valeur ajoutée et expose nos entreprises à la concurrence des émergents. Couplés à une croissance atone et à une détérioration continue des parts de marché de la France dans le commerce mondial, les chiffres de 2011 traduisent la désindustrialisation vécue si douloureusement dans les territoires.

Loin de freiner cette hémorragie, les mesures récemment annoncées par le président sortant l'accentueraient. La hausse de la TVA qu'il cherche à imposer avant les élections ralentira l'activité sans effet ni sur l'emploi ni sur les déficits. Les mal nommés « accords-compétitivité emploi » aggraveront encore la précarité.

Notre pays doit renouer avec une véritable politique industrielle. C'est l'ambition du Pacte productif proposé par François Hollande. Ses quatre piliers assureront le redémarrage de la croissance, la localisation des activités en France et les emplois de demain :

- La production par le soutien aux filières industrielles d'avenir et le développement des PME et des ETI grâce à Banque publique d'investissement déclinée sous forme de fonds régionaux ou inter-régionaux, ainsi que par la réorientation de l'épargne et de la fiscalité vers l'investissement productif et par la réforme bancaire au service de l'économie réelle.
- L'innovation grâce au soutien à la R&D publique et privée, la réorientation du crédit impôt recherche vers les PME innovantes et les entreprises exposées à la concurrence internationale.
- La formation avec la valorisation des filières d'enseignement technologique et professionnel pour les jeunes, le soutien à la formation continue des salariés, le contrat de génération pour favoriser la transmission des savoirs dans l'entreprise entre les jeunes et les seniors.
- La protection grâce à une meilleure traçabilité des produits consommés et l'application par l'Union européenne de la réciprocité commerciale dans les échanges. Au-delà, c'est une réorientation de l'Europe au service de la croissance et de l'emploi qui est indispensable : euro-obligations pour financer les grands projets ; coopération renforcée pour l'énergie ; changement des politiques monétaires, de la concurrence et commerciales qui, actuellement, nuisent aux intérêts des entreprises et des salariés européens.

François Hollande et les socialistes, veulent remettre la France en tête des nations qui pèsent dans la mondialisation. Forts de la confiance des Français, ils engageront en 2012 l'indispensable redressement productif.